

« ...Nous acceptons de soutenir celui-ci (l'arbitrage) contre les porte-parole des dirigeants de la Confédération générale du Patronat français ».

La camisole de force est passée à la classe ouvrière de par la volonté de ses dirigeants.

Ceux-ci persisteront à l'occasion de la discussion du statut moderne du travail au printemps 1938. Un secrétaire confédéral signale « à l'opinion publique les singuliers retards apportés au vote du code de paix sociale pour parler comme M. Chautemps » (1).

La C.G.T. est désormais intégrée dans l'appareil d'Etat, serviteur du patronat.

Pour la première fois dans la métallurgie, une atteinte est portée aux quarante heures à la suite des grèves de mars-avril 1938. La sentence Jacomet permet les dérogations dans l'aviation et le syndicat considère la sentence comme une grande victoire.

Les travailleurs des autres corporations en supporteront les conséquences et les décrets Paul Reynaud du 12 novembre 1938 retirent aux exploités tout ce qu'ils avaient conquis deux années auparavant.

La C.G.T. ne peut empêcher la protestation et c'est la grève du 30 novembre dont il ne faut pas imputer l'échec seulement aux erreurs tactiques mais surtout à toute la politique de collaboration de classe qui l'a précédée.

Il fallait choisir entre l'action de classe et la collaboration de classe. « Mettre les armements de la France au niveau de sa sécurité », implique cette collaboration. La lutte conséquente pour les plus petites revendications immédiates conduit inéluctablement à la lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie et contre l'Etat.

Les dirigeants de la C.G.T. et des partis « ouvriers » ont fait leur choix. Les ouvriers ont été manœuvrés paino-piano. Dans les débuts, la nocivité de l'arbitrage obligatoire ne s'est pas trop fait sentir, puis au fur et à mesure que l'action de masses s'étiolait, le patronat reprenait courage et réagissait dans les corporations et dans les secteurs les plus vulnérables, pour terminer dans les bastions les plus solides.

Les travailleurs trompés doivent comprendre maintenant pourquoi le Front populaire, c'est-à-dire l'alliance des organisations ouvrières avec l'aide « gauche » de la bourgeoisie a été créée; d'ailleurs ce Front populaire s'est élargi — malgré la division artificielle du Parlement en deux blocs — en union sacrée. Bélin-Delmas s'affirme ouvertement pour la politique d'armements et Jouhaux-Racamond veut aussi défendre — faire défendre serait plus juste — la démocratie bourgeoise.

Il est curieux de constater que plus les travailleurs trompés acceptent de défendre ce qui ne leur appartient pas, plus le patronat, en accord avec l'Etat bourgeois, leur retire les maigres conquêtes arrachées.

Faut-il désespérer ? Les effectifs syndicaux ont fondu, 5 millions d'adhérents en 1936 ; 2 millions en 1938 ; 1 million peut-être en 1939. Beaucoup de travailleurs se détournent de la lutte. Aucune réaction ne se fait jour contre les licenciements, les condamnations. Répétons qu'il n'y a pas lieu de stigmatiser les ouvriers. Si tous les travailleurs étaient éduqués, il y a longtemps que la révolution aurait été faite. Les dirigeants sont responsables de la faillite actuelle. Ils nous sortent

(1) « Peuple », 2 avril 1938.

maintenant le plan qui était resté en plan. Les exploités ne seront pas dupes. Ils exigeront la lutte pour un programme sérieux de revendications immédiates :

Rajustement et échelle mobile des salaires, basés sur de nouveaux indices établis et contrôlés par les organisations syndicales ;

Résistance contre le préèvement de 2 % ;

Retour aux 40 heures et aux 5/8 ;

Contrôle ouvrier sur la production ;

Abolition du secret commercial.

La classe ouvrière n'est pas irrémédiablement vaincue. Déjà des îlots de résistance se constituent. Les staliniens, contre-révolutionnaires à démasquer — ne parlons pas des réformistes — perdent de leur superbe. L'avant-garde resserre ses liens. Une direction politique révolutionnaire se forge péniblement mais patiemment. Elle s'appuiera sur les minorités syndicales révolutionnaires et sur les paysans travailleurs.

En luttant pour les revendications immédiates citées plus haut, les exploités verront la nécessité de conquérir le pouvoir lui-même.

Sachons préparer un nouvel élan des masses laborieuses et le prochain juin 36 ne sombrera pas dans la collaboration de classes, mais aboutira à la lutte violente contre notre propre bourgeoisie et à la constitution du gouvernement ouvrier paysan.

Les prolétaires des autres pays : Italie, Allemagne, Autriche, Espagne maintenant, ont les yeux tournés vers nous. La clé de la situation internationale est en France. Nous avons de lourdes responsabilités sur les épaules. Nous saurons les assumer. André CARTON.

DANS LES COLONIES

Les travailleurs de France et d'Algérie devant l'impérialisme

« Un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. » (Marx.)

La situation géographique de l'Algérie, ainsi que ses ressources économiques et militaires, lui confère, dans un prochain avenir, un rôle de tout premier ordre. Sa situation stratégique -- permettant la jonction des possessions françaises de l'Afrique avec la Métropole -- la chair à canon qu'elle peut fournir et ses matières premières en font une pièce maîtresse du système impérialiste français. Objet de conquête, elle sera utilisée comme moyen de rapine dans le prochain carnage, tout comme en 1914.

Thorez et après lui Jouhaux, y ont entrepris récemment des voyages de propagande. Dans le but peut-être d'y poursuivre une agitation sociale contre l'impérialisme français ? Hélas !